

Chronique

L'olympisme jusque dans les favelas, par Jean-Pierre Langellier

LE MONDE | 14.10.09 | 14h24 • Mis à jour le 15.10.09 | 13h24

Sept ans ou presque, 2 500 jours environ. A Rio de Janeiro, le compte à rebours olympique est enclenché. Le temps n'est déjà plus aux chavirements d'allégresse. Le président Lula a séché ses larmes de joie, et la jeunesse de Copacabana, rangé ses immenses drapeaux. L'heure est aux serments politiques, vibrants et définitifs. Les hommes de pouvoir promettent aux Cariocas les plus beaux Jeux du monde. Dans la perspective de ce jour glorieux du 5 août 2016 où la torche olympique fera son entrée au stade de Maracana, le gouverneur de l'Etat de Rio, Sergio Cabral, et le maire, Eduardo Paes, multiplient les engagements.

Oui, assurent-ils, les comptes seront transparents. La corruption avait terni en 2007 les Jeux panaméricains, dernier grand événement sportif accueilli à Rio. Oui, ajoutent-ils, les ambitieux chantiers prévus pour le rendez-vous de 2016 réorganiseront, transfigureront, moderniseront la ville au profit du plus grand nombre. A la différence de ceux de 2007, qui laissèrent un maigre héritage, urbain et social.

En ces lendemains de victoire, beaucoup aimeraient croire ces belles paroles et sont prêts à prendre les élus au mot. Dans le quotidien *O Estado de Sao Paulo*, le journaliste et cinéaste Arnaldo Jabor écrit : *"Maintenant, nous, citoyens, devons surveiller l'accomplissement du rêve, empêcher les surfacturations et les détournements d'argent, afin que ces olympiades ne soient pas un nouveau négoce pour des aventuriers."* Sa consœur de l'hebdomadaire *Epoca*, Ruth de Aquino, est tout aussi tranchante : *"Nous en avons assez des projets mégalos qui remplissent les poches des politiciens et sont inutiles pour la population. Nous voulons que ces Jeux transforment radicalement la ville, comme ce fut le cas à Barcelone. Nous le voulons et nous le pouvons."*

Lula, qui quittera le pouvoir dans un peu plus d'un an, leur a déjà répondu : *"Je refuse d'employer le mot "dépenses" à propos des 50 milliards de dollars du budget olympique. Ce sont des investissements."*

Les problèmes à résoudre d'ici à 2016 sont connus, leurs solutions aussi. Le casse-tête des transports ? Pour relier les quatre sites olympiques, très éloignés, il faudra prolonger les lignes du métro et créer des couloirs de bus protégés. La pollution ? On devra décrasser la baie de Guanabara, les lagunes, les rivières et les canaux. L'accueil ? Une flottille de navires de croisière palliera le manque de chambres d'hôtel.

Interrogés, dans les sondages, sur 2016, les Cariocas répondent le plus souvent qu'ils rêvent d'une ville *"en paix"*. On les comprend : la "cité merveilleuse" est l'une des plus violentes au

monde. Vingt-trois homicides par jour en moyenne dans l'Etat de Rio, en majorité commis dans les favelas ou à partir d'elles.

Et si la tenue des JO était une bonne nouvelle pour ces favelas ? Selon les derniers chiffres, la ville en compte 1 020, où vit un habitant sur cinq. Les exigences sécuritaires fournissent aux autorités locales une belle occasion d'accélérer et d'amplifier, pour le plus grand bien de la population, le programme de "reconquête" des collines de Rio trop longtemps abandonnées aux mains des trafiquants de drogue et des milices. Un programme déclenché en 2008 et qui, pour l'instant, ne bénéficie qu'à cinq favelas.

Le retour de l'Etat dans les favelas s'accomplit en trois temps. Les troupes de choc de la police militaire envahissent la colline, affrontent les malfaiteurs, les tuent, les arrêtent ou les chassent. Trois mois plus tard, après avoir sécurisé l'endroit, ils passent le relais à une unité de la police pacificatrice (UPP) qui assure une présence permanente et prépare la troisième phase : le rétablissement de la puissance publique, avec ses services économiques et sociaux.

Les organisateurs des Jeux prévoient de réhabiliter 100 favelas d'ici à 2016, en privilégiant les plus proches des quartiers touristiques et celles qui longent les grandes voies express, où le lancer de briques sur les voitures est devenu une méthode d'agression en vogue. La liste des favelas choisies reste secrète, pour prendre au dépourvu, le moment venu, les gangs ciblés par ces opérations.

La police doublera presque ses effectifs d'ici à 2016. Nombre de jeunes recrues passeront directement de leur école aux postes de l'UPP dans les favelas. Ils sont formés pour assurer la police de proximité, mi-animateurs, mi-assistants sociaux.

Dans les cinq favelas "pacifiées", l'atmosphère a changé du tout au tout. Des enfants y sont nés, qui, pour la première fois, n'entendront pas siffler les balles. La population n'est plus soumise à l'impôt forcé pour accéder à l'électricité, au gaz ou aux chaînes câblées. La distribution de titres de propriété - mesure cruciale et jusqu'à présent trop rare - offre aux résidents une sécurité juridique qui les encourage et scelle leur inclusion sociale.

Chacun reste néanmoins prudent, car les anciens trafiquants rôdent encore alentour. On redoute d'être traité de "collabo" si, par malheur, l'UPP, un beau jour, devait lever le camp, permettant le retour des gangs. Mais on affirme chaque jour un peu plus sa citoyenneté. Par exemple, en défilant dans les ruelles pour demander un meilleur éclairage public, sous le regard de policiers enfin débonnaires.

Courriel : langellier@lemonde.fr

Jean-Pierre Langellier

Article paru dans l'édition du 15.10.09

Le Monde.fr

» A la une » Archives » Examens » Météo » Emploi » Newsletters » Talents.fr
» Le Desk » Forums » Culture » Carnet » Voyages » RSS » Sites du
» Opinions » Blogs » Economie » » Le Post.fr groupe
Immobilier Programme

Le Monde

» Abonnez-vous au Monde à -60%



Abonnez-vous au Monde.fr - 6€ visitez Le Monde.fr

© Le Monde.fr | Fréquentation certifiée par l'OJD | CGV |